



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Asie du Sud-Est

Une publication du SER de Singapour
N° 9 (2025)

Faits saillants

- ❖ Thaïlande : baisse de 25 points de base du taux directeur à 2 %
- ❖ Philippines/Laos : retrait et ajout, respectivement, à la liste grise du GAFI
- ❖ Vietnam : imposition de droits antidumping sur l'acier chinois

LE CHIFFRE À RETENIR

3,7 Md\$

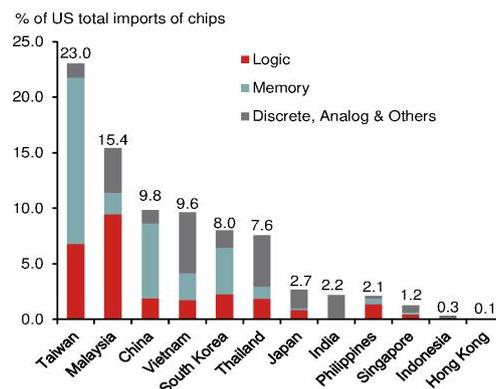
Soutien financier de Singapour pour revitaliser son marché boursier

Région

Vers un impact limité de l'annonce de droits de douane américains de 25 % sur les puces

Selon la banque japonaise Nomura, l'annonce de droits de douane de 25 % sur les puces électroniques/semi-conducteurs importés aux États-Unis, attendue dès avril 2025, devrait avoir un impact limité sur l'ASEAN. En 2023, les États-Unis ont importé près de 80 Md USD de puces d'Asie, notamment de Malaisie, du Vietnam et de Singapour, où s'effectuent assemblage, tests et emballage après fabrication en Corée du Sud et à Taiwan. Néanmoins, la capacité de substitution américaine reste faible, le pays ne représentant que 10 % environ de la production mondiale, qui plus est sur des technologies moins avancées. Par ailleurs, la demande pour les puces destinées à l'intelligence artificielle est inélastique, transférant l'impact des droits de douane aux entreprises et consommateurs américains. Ainsi, l'absence d'infrastructures de test et d'assemblage aux États-Unis renforce la dépendance aux fournisseurs asiatiques et devrait a priori limiter l'effet des nouvelles taxes.

Fig. 3: US chip imports from Asian countries (% of US chip imports from the world)



Note: Data on US imports of chips from Asia differs from data on Asia's exports to the US. For consistency, we have used US imports of chip from Asia here.
Source: ITC Trademap and Nomura Global Economics.

Une position unifiée difficile face aux tarifs douaniers américains

Le ministre des Affaires étrangères de Malaisie, Mohamad Hasan, a annoncé le 20 février dernier l'intention du pays d'organiser un sommet ASEAN avec les États-Unis afin d'échanger sur les tarifs douaniers de 25 % sur les automobiles, les produits pharmaceutiques et les semi-conducteurs, imposés par le président américain Donald Trump. L'ASEAN, dont certains membres comme la Malaisie, la Thaïlande et le Vietnam ont d'importants excédents commerciaux avec les États-Unis, peine à trouver une position unifiée face à l'imprévisibilité de l'administration Trump. Les discussions sur l'approche de l'ASEAN face aux menaces tarifaires américaines sont d'ailleurs au centre de la réunion des ministres de l'Économie de l'ASEAN ayant lieu le vendredi 28 février à Johor.

Vers un renforcement de la coopération régionale dans la défense

Les ministres de la Défense de l'ASEAN, réunis le 26 février à Penang, ont convenu de renforcer la coopération régionale pour développer une chaîne d'approvisionnement de l'industrie de la défense, visant à réduire la dépendance aux fournisseurs externes face aux incertitudes géopolitiques croissantes. Les pays membres comme la Malaisie et Singapour possèdent leurs propres fabricants de défense liés à l'État, mais la région dépend largement de fournisseurs étrangers, notamment des États-Unis, de la Russie et de la Corée du Sud. Les ministres ont discuté de plans pour étendre la coopération en matière de technologie, de recherche et de développement, et envisagent d'uniformiser les réglementations en matière de marchés publics. Les ministres ont également publié une déclaration conjointe sur l'intelligence artificielle et la cybersécurité dans le domaine de la défense, s'engageant à une utilisation responsable de l'IA et à combler l'écart technologique entre les États membres.

Indonésie

Danantara, un fonds souverain sous haute surveillance

Le président Prabowo Subianto a officiellement lancé le lundi 24 février le fonds souverain Danantara. Ce dernier se voit confier un double mandat : i) d'une part, la gestion des sociétés d'État et de leurs actifs (avec dans un premier temps, le transfert vers Danantara des banques Mandiri, BRI, BNI et des sociétés Pertamina, PLN, Telkom Indonesia et MIND ID), ii) d'autre part, la réalisation d'investissements dans des projets stratégiques, notamment dans l'industrialisation ou les infrastructures, grâce à un apport financier de 20 Md USD issu des économies réalisées dans cadre des coupes budgétaires récemment annoncées (cf. Brèves semaines 6 et 8). Cependant, la gouvernance du fonds suscite des interrogations. La nomination de figures politiques à des postes clés, comme Rosan Roeslani, ministre de l'Investissement et de l'Aval, en tant que directeur général, ou Dony Oskaria, vice-ministre des Entreprises publiques, nommé directeur opérationnel, soulève des craintes de conflits d'intérêt. Les marchés ont réagi négativement, et de nombreux analystes mettent en garde contre le risque d'une concurrence déloyale avec le secteur privé.

Émission d'obligations pour financer le programme de logements abordables

La ministre des Finances, Sri Mulyani Indrawati, a annoncé une future émission d'obligations, selon un calendrier restant à préciser, pour financer le programme de logements abordables du président Prabowo Subianto. Celui-ci vise à construire 3 millions de logements par an pour les ménages à faibles revenus (MBR). Le gouvernement prévoit en outre d'élargir le mécanisme de prêts immobiliers FLPP (Housing Finance Liquidity Facility, introduit en 2021 et permettant aux bénéficiaires de souscrire à un prêt avec un apport personnel plus faible et sans avoir à payer d'assurance) en allouant 18 000 Md IDR (1,1 Md USD) et en injectant 120 M USD dans PT Sarana Multigriya Finansial (SMF) pour proposer des crédits à taux réduit. La Banque d'Indonésie (BI) a indiqué qu'elle soutiendrait ce programme en facilitant l'octroi de crédits immobiliers par les banques, en injectant davantage de liquidités dans le secteur bancaire, et en rachetant sur le marché secondaire les obligations émises par le ministère des Finances pour financer le programme de logements abordables. Toutefois, cette initiative soulève des inquiétudes sur la gouvernance de la dette, certains analystes dénonçant un risque de monétisation de la dette susceptible d'affaiblir la stabilité financière et de décourager les investissements étrangers. L'Indonésie cherche par ailleurs des financements auprès de la Banque mondiale et de pays partenaires comme la Chine, l'Inde et les Émirats arabes unis, pour ce programme, dont l'allocation budgétaire a été réduite (de 325 M USD à 213 M USD pour 2025).

Malaisie

Plus de 37 Md USD de projets d'investissements étrangers approuvés en 2024, en baisse de 9,5 %

Les projets étrangers approuvés par les autorités malaisiennes en 2024 représentent un montant total de 37,2 Md USD, en baisse de 9,5 % par rapport à l'année précédente. Ils ont reculé en glissement annuel (g.a) de 30,8 % en valeur dans l'industrie manufacturière (52,2 % du montant total en 2024) et de 73,7 % dans les secteurs primaires (0,3 %), tandis qu'ils ont augmenté de 39,8 % en g.a. dans les services (47,5 %). Les projets sont prévus pour être réalisés principalement dans le secteur numérique (13,8 Md USD), centres de données en particulier, l'industrie des semiconducteurs (10,2 Md USD) et la mobilité verte (2,0 Md USD). Les premiers pays d'origine des investissements sont la Chine (7,8 Md USD y inclus Hong Kong), les États Unis (7,2 Md USD), l'Allemagne (7,0 Md USD) et Singapour (6,0 Md USD).

Choix d'un financement en leasing pour les lots « systèmes » du projet de métro de Penang

Pour la première fois en Malaisie sur un projet de transport urbain, il a été demandé aux candidats de proposer des offres de financement en leasing (15 ans et 30 ans) ainsi qu'un plan de soutien aux services de maintenance. L'appel d'offres, lancé en décembre 2024 par la société gestionnaire MRT pour la conception, la fourniture et la maintenance de systèmes « clés en main » pour le projet de ligne de métro de Penang (LRT Penang), comprend deux lots pour un coût total estimé à 1 Md USD.

Le premier couvre les rames, les systèmes de signalisation et de contrôle ainsi que les travaux de voie et le second lot inclut les systèmes d'alimentation électrique, de télécommunications et de billetterie. Les propositions devront être remises avant le 14 avril 2025.

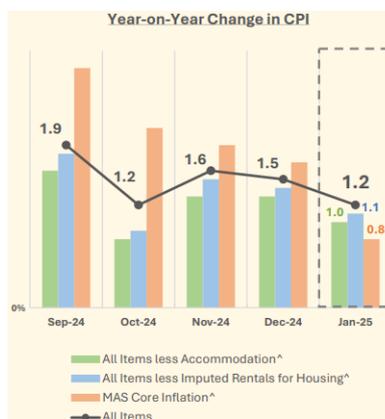
Une vingtaine d'entreprises ont acquis le dossier d'appel d'offres parmi lesquelles les groupes malaisiens, Gamuda, à qui a été attribué le premier lot de travaux de génie civil du projet, IJM, partenaire d'Alstom dans la rénovation de l'aérotrain de l'aéroport de Kuala Lumpur, YTL et Berjaya rail.

Le LRT Penang, d'une longueur de 29,5 km, desservira 21 gares et permettra également de relier l'île de Penang à la gare centrale de la ville de Butterworth sur la péninsule malaisienne.

Singapour

Ralentissement de l'inflation en janvier, sur fond d'assouplissement de la politique monétaire

L'inflation globale a diminué en janvier, passant de 1,5 % en décembre à 1,2 %. Quant à l'inflation sous-jacente (qui exclut les coûts liés au logement et aux transports privés tout en incluant les prix des produits alimentaires et des carburants), elle a ralenti à 0,8 % en glissement annuel, appuyant la récente décision de l'Autorité monétaire de Singapour (MAS) d'assouplir ses paramètres de politique monétaire



pour la première fois en près de cinq ans. La MAS a également révisé à la baisse ses prévisions d'inflation sous-jacente pour 2025, tablant sur une moyenne de 1 % à 2 %, contre une estimation précédente de 1,5 % à 2,5 %. L'inflation globale devrait, quant à elle, se situer entre 1,5 % et 2,5 %. Ce ralentissement intervient après que le Premier ministre Lawrence Wong a reconnu les défis liés au coût de la vie lors de la présentation du budget.

Près de 4 Md USD injectés pour dynamiser le marché boursier

Le gouvernement singapourien a annoncé une série de mesures visant à renforcer la compétitivité de son marché boursier, incluant un programme de 5 Md SGD (~3,7 Md USD) géré par l'Autorité Monétaire de Singapour (MAS) pour stimuler la liquidité et attirer les investisseurs vers les actions locales. Ce fonds sera alloué à des gestionnaires d'actifs avec un historique de performance solide et un engagement sur les actions cotées à Singapour. En parallèle, les conditions du Global Investor Programme (GIP) seront modifiées : les family offices devront investir au moins 50 M SGD (~ 37 M USD) dans des actions locales pour obtenir la résidence permanente. Les réformes incluent également un allègement des processus d'introduction en bourse et des incitations fiscales pour les entreprises et fonds s'engageant sur le marché local. Ces annonces ont entraîné une hausse de 5 % du titre de Singapore Exchange (SGX) en début de séance lundi, avant une clôture en progression de 3,9 %.

Investissement d'environ 45 M USD pour développer la technologie satellitaire

Le 26 février, Singapour a annoncé un investissement supplémentaire d'environ 44,6 M USD (60 M SGD) dans le Space Technology Development Programme (STDP) pour renforcer ses capacités en technologie satellitaire. Cette initiative, annoncée par l'Office for Space Technology & Industry (OSTIn), vise à améliorer les capacités des institutions de recherche et à commercialiser leurs travaux. L'investissement sera réalisé sur deux ans, de 2025 à 2027, et s'ajoute aux 111,5 M USD (150 M SGD) déjà alloués de 2021 à 2025. Le STDP soutient les secteurs de l'aviation, du maritime et de la durabilité, et vise à renforcer la compétitivité de Singapour. Le secteur spatial singapourien, en pleine croissance, emploie désormais 2 000 personnes dans 70 entreprises, contre 1000 personnes dans 30 entreprises en 2019. Unseenlabs, entreprise française spécialisée dans la détection radio spatiale pour le secteur maritime, a ouvert son premier bureau régional à Singapour et a été mentionnée dans le discours du vice-Premier ministre et ministre du Commerce et de l'Industrie, Gan Kim Yong.

Hausse de 9 % de la production industrielle

En janvier 2025, la production manufacturière de Singapour a augmenté de 9,1 % en glissement annuel, marquant le septième mois consécutif de croissance, selon les données de l'Economic Development Board (EDB) publiées le 26 février 2025. Cette hausse est principalement attribuée à l'expansion de 18,9 % du secteur clé de l'électronique, stimulée par la demande à l'exportation, notamment dans les segments des infocommunications, des semi-conducteurs et des périphériques informatiques. Le secteur de la biomédecine a également enregistré une forte croissance de 19,3 %, tirée par une augmentation de 33,6 % de la production pharmaceutique. Cependant, les secteurs de la fabrication générale, de la chimie et de l'ingénierie de précision ont enregistré des baisses, reflétant une performance mitigée. Cette dynamique positive est soutenue par une demande externe résiliente et des investissements continus dans les industries à forte valeur ajoutée, malgré les défis persistants liés à l'inflation et aux taux d'intérêt élevés.

Vietnam

Proposition d'extension du paiement des taxes et des loyers fonciers pour 2025 afin de soutenir la production

Ce projet de décret du ministère des Finances (MoF) vise à prolonger les délais de paiement de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur le revenu des personnes physiques et des loyers fonciers en 2025. Le montant total des taxes dont le délai est reporté est estimé à environ 4 Md USD, avec un délai allant jusqu'à 5 mois pour l'impôt sur les sociétés, 6 mois pour la TVA et les loyers fonciers ainsi qu'un délai jusqu'au 31 décembre 2025 pour l'impôt sur le revenu des personnes physiques.

Droits antidumping sur l'acier chinois

Le ministère vietnamien de l'Industrie et du Commerce (MOIT) a annoncé l'application à partir du 7 mars, pour une durée de 120 jours, d'un droit antidumping temporaire allant de 19,38 % à 27,83 % sur certains produits en acier laminé à chaud en provenance de Chine. Cette mesure intervient une semaine après l'imposition par les Etats-Unis des droits de douane de 25 % sur l'aluminium et l'acier importés à partir du 4 mars, alors que les Etats-Unis constituent le 3^e client d'acier du Vietnam avec 13 % de la valeur totale des exportations vietnamiennes, derrière l'ASEAN et l'UE. Les produits de Baoshan Iron & Steel et Maanshan Iron & Steel seront soumis à un taux de 27,83 %, tandis que Guangxi Liuzhou Iron and Steel fera face à un taux 19,38 %. Selon le MOIT, cette décision suit une enquête antidumping lancée en juillet 2024 contre l'acier importé de Chine et d'Inde après des plaintes de producteurs vietnamiens. L'Inde n'est par contre pas concernée par cette mesure en raison de sa faible part de marché (moins de 3 %). Sur les 9 premiers mois de 2024, le Vietnam a importé 8,8 M tonnes d'acier laminé à chaud, dont 72 % en provenance de Chine, pour une valeur totale de 12 Md USD alors que la quantité de produits domestiques n'a atteint que 5,1 M tonnes.

Les députés actent l'accélération des projets clés d'infrastructure

Durant la dernière session extraordinaire de l'Assemblée nationale, qui a eu lieu du 12 au 18 février dernier, plusieurs résolutions ont été votées afin d'accélérer la mise en place des principaux projets d'infrastructure du pays. Tout d'abord, le projet d'investissement pour la ligne à grande vitesse reliant Lao Cai, Hanoï et Hai Phong a été approuvé, pour une mise en service au plus tard d'ici 2030. Le coût de ce projet est estimé à 8,4 Mds USD pour une longueur d'environ 400 km. Les modalités de financement seront discutées et validées par le PM au troisième semestre, et pourraient comprendre une proportion importante de financements chinois. Ensuite, concernant le projet de centrale nucléaire de Ninh Thuan, les nouvelles provisions autorisent la conduite simultanée des négociations intergouvernementales (financement, coopération technique) et de la préparation du terrain pour qu'il soit livré aux entreprises qui pourront ainsi entamer les travaux dès fin 2025. Par ailleurs, afin d'accélérer les procédures, le Premier ministre obtient également la possibilité de nommer directement les maîtres d'œuvres sans passer par des appels d'offres. Enfin, en ce qui concerne le ferroviaire urbain, la résolution visant à accélérer les projets urbains à Hanoï et Ho Chi Minh Ville donne au Premier ministre des pouvoirs d'allocation d'une portion supplémentaire du budget central (environ 8 Mds USD pour Hanoï et 7,8 Mds USD pour HCMV) pour la réalisation de ces projets. Les municipalités sont encouragées à avoir recours à des financements privés (via des PPP) ou étrangers. Elles pourront également appliquer les réglementations des bailleurs de fonds lorsque les lois vietnamiennes sont absentes ou divergentes et sans préparer des Project Proposals comme le requiert la loi. Par ailleurs, les comités populaires locaux obtiennent plus de libertés dans l'allocation du capital et dans le choix des maîtres d'œuvre, sans nécessairement passer par des appels d'offres publics.

Plusieurs annonces suivant l'élection de Trump

Troisième déficit commercial des États-Unis (124 Md USD en 2024), le Vietnam prêche une forte attention aux développements politiques à Washington qui pourraient fortement l'affecter. Grand bénéficiaire de la campagne de diversification menée par les multinationales, notamment dans le cadre des stratégies Chine + 1, le pays peut difficilement se passer de ses exportations vers les États-Unis, son premier client avec près de 29,5 % de ses exportations. Plusieurs pistes ont été évoquées pour tenter de rééquilibrer la balance commerciale pour les secteurs de l'agriculture, du gaz ou encore de l'aviation. Par ailleurs, des premiers signes tangibles de rapprochement ont été esquissés par des entreprises comme Vietjet ou l'annonce de la construction par une entreprise vietnamienne (Kinh Bac Urban Development Corporation) d'un complexe hôtelier d'une valeur de 1,5 Md USD en partenariat avec la Trump Organization. L'augmentation des droits de douanes américains sur l'acier et l'aluminium qui passeront de 10 % à 25 % à partir de mars 2025 devrait impacter le Vietnam. En effet, en 2024, les exportations vietnamiennes se sont élevées à 983 M USD pour l'acier et 479 M USD pour l'aluminium.

Thaïlande

Baisse du taux directeur de 25 points de base à 2 %

La Banque de Thaïlande (BOT) a réduit le 26 février son taux d'intérêt de 25 points de base passant de 2,25 % à 2,0 %, pour faire face aux risques accrus d'une stagnation de l'économie après la publication des chiffres de croissance 2024 la semaine dernière par le NESDC. Le principal indice boursier thaïlandaise SET a réagi positivement, augmentant de 1,6 % en milieu d'après-midi par rapport au jour précédent. Cette décision du Comité de Politique Monétaire de la BOT vise à répondre aux risques économiques croissants, notamment les difficultés structurelles du secteur manufacturier et la concurrence accrue des importations. L'inflation reste faible, à proximité de la borne inférieure de la cible, grâce à la baisse des prix du pétrole et à une forte concurrence des importations de biens à bas coût. La dette des ménages élevée limite la croissance du crédit, tandis que les PME continuent de souffrir d'un accès restreint au financement. La volatilité du baht face au dollar s'est par ailleurs intensifiée. Pour rappel, en 2024, la Thaïlande a enregistré une croissance de 2,5 %, inférieure aux prévisions de la Banque de Thaïlande de 2,7 %, et une inflation moyenne de 0,4 %, la plus basse en quatre ans. L'inflation de janvier 2025 était de 1,3 %, et le Ministère du Commerce prévoit 0,8 % pour l'année. La dette des ménages reste élevée à 89 % du PIB. Le Comité de politique monétaire estime que cette baisse des taux assouplira les conditions financières sans compromettre la stabilité économique à long terme, mais invite à poursuivre la surveillance de la qualité du crédit aux groupes les plus vulnérables d'une part, et souligne d'autre part que la faible croissance est d'abord le résultat de problèmes structurels nécessitant des réformes adaptées.

Le projet d'extension de l'aéroport d'U-Tapao pourrait avancer sans attendre la construction du TGV 3-Airports link

U-Tapao International Aviation (UTA) envisage de poursuivre son projet d'extension de l'aéroport d'U-Tapao, sans attendre la construction du TGV reliant trois aéroports (Don Mueang–Suvarnabhumi–U-Tapao). Un investissement initial de 17,7 Md USD (600 Md THB) était prévu, mais une réduction de 40 % du montant initial serait envisagée. La phase 1 du projet aurait pour objectif d'accueillir 5 millions de passagers, au lieu des 12 millions initialement prévus. Actuellement, l'aéroport accueille 400 000 passagers/an, bien en dessous des 1,8 million de passagers annuels avant la pandémie. Le gouvernement a lancé en 2024 les appels d'offre pour la construction d'une deuxième piste, ce qui pourrait favoriser l'attractivité du site. Cependant, UTA attend des clarifications sur les avantages fiscaux et réglementaires qui pourront être accordés aux investisseurs, notamment des exonérations et une possible zone duty-free inspirée du modèle chinois de Hainan. Si les conditions sont réunies, ce projet pourrait stimuler l'attractivité de l'EEC et l'emploi dans la région, même si son financement et son calendrier restent incertains.

Agriculture : 60 M USD de pertes pour les entreprises thaïlandaises après l'interdiction chinoise du sirop de sucre

Depuis décembre 2024, la Chine a suspendu l'importation de sirop de sucre et de poudres pré-mélangées pour des raisons phytosanitaires, fermant un débouché majeur de l'industrie sucrière thaïlandaise. 42 sucreries, qui exportent principalement vers la Chine, sont à l'arrêt, accumulant 60 M USD de pertes à date et risquent de fermer en mars. Environ 40 000 tonnes de produits ont été renvoyées en Thaïlande, aggravant les pertes financières. La Thaïlande, qui a expédié 1,2 million de tonnes de sucre liquide en 2024, reste sans réponse des autorités chinoises après avoir envoyé une liste d'usines agréées par son Administration des aliments et des médicaments (FDA), ainsi que les détails des réglementations sanitaires transmises le 14 janvier. SMC Food Thailand et Hefty Food Thailand, qui exportaient notamment 120 000 tonnes, ont arrêté leur production, avec 2,9 M USD (100 M THB) de pertes. Ces discussions difficiles sur le sucre ont lieu alors que la Thaïlande a de son côté renforcé depuis plusieurs mois les contrôles sur les produits à bas coûts importés, principalement pour enrayer l'augmentation rapide de produits chinois non conformes aux normes nationales et en compétition directe avec des produits locaux.

Philippines

Banque centrale : réduction du ratio de réserves obligatoires (RRR) des banques à 5%

La Banque centrale des Philippines (BSP) a annoncé réduire, à compter de la fin mars, le ratio de réserves obligatoires (RRR) de 7 % à 5 % pour les banques universelles et commerciales, de 4 % à 2,5 % pour les banques numériques et de 1 % à 0 % pour les caisses d'épargne. Cette nouvelle baisse, après celle de 9,5 % à 7 % en septembre 2024, doit permettre aux banques d'augmenter leurs capacités de prêt en injectant au moins 300 Md de PHP (5 Md USD) dans l'économie. Cette annonce fait suite à l'annonce surprise mi-février de l'arrêt du cycle de diminution du taux directeur de la BSP amorcé en août 2024 malgré une inflation maîtrisée à 2,9 %, et un taux de croissance du PIB en 2024 inférieur aux prévisions. Les risques pour le taux de change du peso d'un découplage des taux avec la FED a contraint la BSP à suspendre la baisse attendue du taux directeur qui avait atteint un niveau record de 6,5% en octobre 2023.

L'administration Trump dégèle une partie de l'aide financière militaire aux Philippines

Les États-Unis viennent d'exclure une partie de leur aide militaire aux Philippines, avec celle au profit de Taiwan, du gel imposé dès les premiers jours de son mandat par l'administration Trump. Selon Reuters, 336 M USD sur les 500 M USD octroyés l'an dernier ont été débloqués pour moderniser les forces de sécurité et les garde-côtes philippins. Cette décision annoncée par le département d'Etat s'inscrit dans le cadre des tensions avec la Chine et du renforcement de l'alliance entre les deux pays notamment depuis l'extension de l'accord EDCA en 2023, offrant aux forces américaines l'accès à quatre bases militaires stratégiques à Palawan et dans le nord de Luçon. Le gel des 39 projets financés aux Philippines par l'Agence américaine pour le développement international (USAID), pour un montant annuel de dépenses d'environ 120 M USD, n'est pour sa part pas remis en cause.

Le fonds souverain finance à hauteur de 76,4 M USD un projet de mine

Le Maharlika Investment Corporation (MIC), premier fonds souverain philippin, accorde un prêt de 76,4 M USD à Makilala Mining Company (MMCI) pour le développement d'une mine de cuivre et d'or dans la région de la Cordillère aux Philippines. Le financement permettra de mettre à jour l'étude de faisabilité, de finaliser la conception technique et de construire une route d'accès avec le soutien des autorités locales. Il intervient après la levée critiquée du moratoire de décembre 2021 sur les mines du pays et fait suite à la prise de participation en janvier 2025 de 20 % dans le réseau électrique NGCP pour 19,7 Md PHP (~340 M USD), ainsi qu'à la création, en février 2025, d'un fonds de capital-investissement de 1 Md USD avec le conglomérat thaïlandais CP Group.

Sortie de la « liste grise » du GAFI pour blanchiment et financement du terrorisme

Le 21 février 2025, le Groupe d'action financière (GAFI) a retiré les Philippines de sa « liste grise » des pays sous surveillance pour blanchiment de capitaux et financement du terrorisme. Cette décision fait suite à une visite en janvier 2025, où le pays « a démontré avoir mis en œuvre avec succès le plan d'action » de 18 mesures établies en juin 2021 lors de son inscription sur la liste grise. Ces mesures concernaient notamment la supervision des secteurs financiers, le renforcement du contrôle des casinos et la lutte contre les transferts de fonds illégaux. La sortie de la liste grise devrait faciliter les transferts financiers de la diaspora (38,3 Mds USD en 2024 soit 8,5 % du PIB) ainsi que les IDE dans le pays. Elle pourrait par ailleurs contribuer à améliorer sa notation.

Cambodge

Commerce électronique en hausse de 17 %

Le marché du commerce électronique au Cambodge a enregistré une croissance soutenue, grâce à la population urbaine croissante et connectée, à l'adoption du paiement numérique et à l'évolution du comportement des consommateurs après la pandémie. Le chiffre d'affaires du marché est estimé à 1,5 Md USD en 2024 (+17 %) et pourrait atteindre 1,8 Md USD en 2025 (+18 %), selon le rapport « 2024 e-Commerce in Cambodia » lancé par le ministère du Commerce. Ce rapport a été produit par le cabinet de conseil PROFITENCE, basé à Phnom Penh. La mode et l'habillement, les produits de beauté & les cosmétiques ainsi que l'alimentation dominent les achats en ligne. Les réseaux sociaux comme Facebook et TikTok sont aujourd'hui indispensables dans la stratégie marketing des entreprises, en particulier des PME. Toutefois, le Cambodge devrait, selon le rapport, renforcer ses cadres réglementaires pour assurer la protection des consommateurs et la sécurité des paiements.

Accès à l'eau potable universel, le Cambodge à mi-parcours

Le ministre de l'Industrie, des Sciences, de la Technologie et de l'Innovation (MISTI) a appelé les fournisseurs de l'eau à renforcer la qualité et leurs capacités de production pour atteindre une couverture de 100 % en eau potable dans leurs zones de service d'ici 2030. Il a souligné l'importance de réduire les pertes d'eau non facturées pour diminuer les coûts et garantir la durabilité du secteur. Dans ce contexte, le gouvernement vient d'accorder un budget de 60 M USD pour étendre les infrastructures et les réseaux d'eau potable dans cinq provinces (Kampot, Svay Rieng, Kampong Thom, Mondulhiri et Pursat). Fin 2024, les fournisseurs d'eau disposent d'un total de 432 licences d'exploitation, couvrant 10 679 villages. Avec plus de 1,4 M de raccordement, 7 424 villages bénéficient d'eau potable, soit 70 % des villages dans leurs zones de service. Mais cela ne représente que 52 % de l'ensemble des villages cambodgiens. Encore beaucoup de travail à faire. Et plus d'investissements sont nécessaires pour augmenter l'accès à l'eau potable.

Produits fabriqués au Cambodge en baisse de 7 %

La valeur des produits manufacturés du Cambodge a atteint plus de 15 Md USD en 2024, en baisse de 7 % par rapport à 2023. Sur ce total, les produits destinés au marché local représentaient près de 4 Md USD (-5 %), et plus de 11 Md USD pour les exportations (-8 %). Fin 2024, le Cambodge compte 2 425 usines de grandes tailles en activité. 326 nouvelles usines ont été créées et 26 usines ont fermé. La main-d'œuvre employée de plus de 1,1 million, dont 73 % de femmes. Les investissements cumulés dans le secteur ont atteint plus de 20 Md USD (+10 %). Les investissements étrangers représentaient 16,5 Md USD, soit près de 81 % du total. Le pays compte également 44 000 PME enregistrées.

Laos

Premier centre IA ASEAN-Chine à Vientiane

Le 23 février, à l'occasion d'une visite des dirigeants de la région autonome du Guangxi, un accord a été signé pour l'établissement d'un centre Chine-Laos de coopération pour l'innovation en matière d'intelligence artificielle. Ce centre fait écho à la déclaration conjointe ASEAN-Chine en vue de faciliter la coopération sur la mise en place d'un écosystème numérique inclusif et durable, adopté lors du 27^{ème} sommet ASEAN-Chine du 10 octobre 2024, sous présidence laotienne. Ce premier centre dans l'ASEAN fait partie, selon l'agence de presse officielle Xinhua, de l'initiative du gouvernement chinois "AI Capacity-Building Action Plan for Good and for All". Xinhua précise encore que l'initiative est destinée à « faire progresser la mise en œuvre et l'innovation dans l'IA, à soutenir la préservation numérique des langues et des cultures de l'ASEAN, à améliorer les niveaux d'intelligence et le bien-être social, et à promouvoir le développement de l'IA pour le plus grand bien, au bénéfice de l'ensemble de l'humanité ». Tout un programme !

Le Laos dans la liste grise du GAFI

Suite à un rapport de 2023 du groupe Asie-Pacifique du GAFI (groupe d'action financière international, adossé à l'OCDE), le Laos va être soumis à une surveillance renforcée. On parle plus communément de liste grise. Créé en 1989, le GAFI est le bras armé de la lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT). Il émet des recommandations pour ses 37 membres et au-delà. Depuis l'origine, la France y joue un rôle de premier plan. Le GAFI et ses regroupements régionaux fonctionnent sur la base d'une évaluation mutuelle, par les pairs, soumettant les différents pays à un examen régulier de leurs politiques nationales LBC/FT. Concrètement, toutes les transactions financières impliquant des banques et établissements financiers au Laos ou laotiens seront soumis à une surveillance renforcée, par les membres du GAFI et leurs banques et établissements financiers. Il revient désormais aux autorités laotiennes de prendre les mesures nécessaires pour répondre aux recommandations du GAFI (APG) pour sortir de cette liste grise.

Zone rouge en raison de cas de peste porcine africaine

24 villages du district de Thathom (province de Xaysomboun) sont affectés de cas de peste porcine africaine (African Swine Fever). Pour mémoire, le virus de la peste porcine africaine est très contagieux, y compris dans la nature. Cela impose des mesures strictes d'isolement des sites infectés et des mesures de surveillance alentour. Son taux de mortalité est proche de 100 %, même s'il n'affecte pas les êtres humains. Pour autant, comme environ un tiers des protéines consommées dans le monde sont d'origine porcine, son impact sur les revenus des éleveurs et sur la sécurité alimentaire est marqué. Aujourd'hui, 63 pays ont déclaré des cas de peste porcine africaine auprès de l'Organisation mondiale de la santé animale (dont le siège est à Paris). L'OMSA coordonne la lutte contre l'épizootie et apporte ses conseils techniques à ses 183 membres.

Birmanie

Développement de la zone économique spéciale de Dawei – relance des discussions avec la Russie

Lors de sa visite le 23 février, le ministre russe du Développement économique Maxim Reshetnikov et la junte ont signé neuf accords visant à coopérer et investir dans les infrastructures économiques, les banques, l'éducation, les télécommunications, la technologie et l'aide humanitaire. Un accord porte en particulier sur la zone économique spéciale (ZES) située 20 km au Nord de Dawei, située sur la côte Sud-Est de la Birmanie mitoyenne de la Thaïlande. L'accord ouvre la voie à des projets d'infrastructures de grande ampleur dans la zone, dont la construction d'un port, d'une centrale thermique au charbon et d'une raffinerie de pétrole. Sur ce dernier point, le ministre russe a pris acte du fort intérêt birman pour la raffinerie mais a indiqué que les entreprises russes évaluent toujours sa pertinence économique. La Birmanie envisage depuis plusieurs années de développer au Nord de Dawei la plus grande zone industrielle et commerciale d'Asie du Sud-Est, sur 196 kilomètres carrés, devant accueillir, outre les utilités requises, des usines de plastique, acier, engrais chimiques et d'assemblage automobile. Le projet n'a cependant pas réellement démarré, du fait de difficultés de financement (le coût total du développement est estimé à 8 Md USD) et de doutes sur sa viabilité économique. Des accords initiaux avec le conglomérat thaïlandais Italian-Thai avaient été dénoncés par le gouvernement civil birman peu avant le coup d'état de février 2021 pour cause de délais et de non-respect de clauses financières. La junte avait entamé début 2024 des discussions avec la Russie pour la reprise du projet de port en eau profonde de la zone.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Singapour, avec les contributions des Services économiques de Bangkok, Hanoï, Jakarta, Kuala Lumpur, Manille, Phnom Penh et des Antennes à Vientiane et Rangoun.

Rédaction : SER de Singapour (Matthys LAMBERT, Emma ROUSSEAU, Martin SUTEAU)

Abonnez-vous : matthys.lambert@dgtresor.gouv.fr ; emma.rousseau@dgtresor.gouv.fr ; martin.suteau@dgtresor.gouv.fr